

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE**

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 57

Excusés : 15

Absents : 8

REUNION DU 9 OCTOBRE 2023

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le LUNDI NEUF OCTOBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le TROIS OCTOBRE DEUX MILLE VINGT-TROIS, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT
PRESENTS**

Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, Mme BRAIHIM Marwa, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouahab, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme MABCHOUR Najet, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme FAOUZI Hanane, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie,

**AYANT
DONNE
POUVOIR A**

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MENDES Odette, Mme MAROUN Séverine, M. BAILLON Jean-François, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, Mme LAGNEAU Muriel, M. RAMADIER Alain, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. CHAUSSAT Jacques,

ABSENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CANNAROZZO Frank, M. DESRUMAUX Denis, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, Mme LEMARCHAND Brigitte.

**SECRETAIRE
DE SEANCE**

Mme Virginie de CARVALHO

**DELIBERATION N°143 – ENVIRONNEMENT - VŒU RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE REDUCTION DES
NUISANCES AERIENNES SUR LE TERRITOIRE DE PARIS TERRES D'ENVOL DANS LE CADRE DE L'ETUDE D'IMPACT PAR
APPROCHE EQUILIBREE (EIAI)**

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu la directive européenne 2002/49/CE, relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement qui dispose que chaque État membre élabore, tous les 5 ans, pour chacun de ses aéroports civils recevant un trafic annuel supérieur à 50 000 mouvements, des Cartes stratégiques de bruit et un plan de prévention du bruit dans l'environnement,

Vu le règlement UE 598/2014 relatif à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, dans le cadre d'une approche équilibrée.

Considérant le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle pour la période 2022-2026,

Considérant le PPBE de l'aéroport d'Orly pour la période 2018-2023,

Considérant que 1,9 millions de Franciliens riverains d'Orly, Roissy et Le Bourget sont potentiellement exposés aux nuisances sonores générées par les activités aéroportuaires, dont l'importance est mise en évidence par l'étude « Impacts sanitaires du bruit dans la zone dense de la région Ile-de-France » réalisée en février 2019 par Bruitparif (l'observatoire du bruit en Ile-de-France),

Considérant la nécessité de restreindre les surfaces des zones exposées à des valeurs de bruit dépassant les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et cela par la généralisation de mesures de gestion efficaces évaluées sur le fondement de mesures précises et incontestables,

Considérant la méthode propre à la démarche de l'approche équilibrée, telle que définie par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui vise à atteindre un objectif de réduction des nuisances sonores tout en tenant compte de l'importance de l'activité aéroportuaire pour le tissu économique des territoires,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20231009-143-09-10-2023-DE
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Considérant les 4 grands piliers définis dans le cadre du concept de l'approche équilibrée :

- 1- La réduction du bruit des avions à la source
- 2- La planification et la gestion de l'utilisation des sols
- 3- Les procédures opérationnelles d'exploitation de moindre bruit
- 4- Et en dernier recours les restrictions d'exploitation,

Considérant dans ce cadre que le 4^{ème} pilier ne doit être mis en œuvre qu'en dernier recours, après exécution et évaluation de l'efficacité des mesures relevant des trois premiers piliers et sur le fondement de l'objectif de réduction préalablement fixé,

Considérant l'activité économique considérable liée aux aéroports franciliens, les retombées et l'attractivité pour les territoires sur lesquels ils sont implantés ainsi que le rayonnement global de l'aérien pour le pays, y compris les bénéfices liés au tourisme international pour l'économie nationale,

Considérant la contribution des quelque 220 000 emplois franciliens directs et indirects générés par l'activité des trois aéroports majeurs d'Ile-de-France et leur répartition sur l'ensemble des départements franciliens,

Considérant les prévisions de croissance du secteur de l'aérien en France, évaluées à environ 1 % par an d'ici à 2050 ainsi que les perspectives de transformation de l'ensemble des maillons de l'industrie aéronautique, visant à répondre aux objectifs visés par la feuille de route de décarbonation du secteur aérien (art.301 de la loi climat & résilience),

Considérant la nécessité de poursuivre les actions à réaliser afin de préserver la santé, l'environnement, le cadre de vie et le bien-être des populations exposées aux nuisances engendrées par la circulation aérienne.

Après en avoir délibéré, émet le vœu que l'Etat soit saisi pour mettre en œuvre les mesures suivantes en vue de réduire significativement les nuisances sonores engendrées par les activités des trois aéroports majeurs d'Ile-de-France (Roissy Charles de Gaulle, Orly, Le Bourget) :

- La stricte mise en œuvre des règles de limitation de l'activité de nuit actuellement en vigueur (couvre-feu à Orly et au Bourget, limitation de l'activité nocturne à Roissy) à travers la délivrance de dérogation en cas de risque pour la sécurité uniquement.
- La définition d'objectifs précis de réduction de l'empreinte sonore sur le fondement d'une observation scientifique ainsi que l'inscription de ces objectifs dans les prochains Plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE).
- La pleine exploitation des gains possibles et imputables aux réductions du bruit à la source, d'une part à travers l'accélération échelonnée du renouvellement des flottes des opérateurs sur ces plateformes, qui devrait bénéficier de dispositifs de soutien de la part de l'Etat, et d'autre part en interdisant les avions les plus bruyants.
- La généralisation des procédures dites d'éco-pilotage telle que la descente continue, une technique d'approche qui permet une quasi-absence de sollicitation des moteurs en amont de l'atterrissage et dont la mise en œuvre devrait être une priorité du Gouvernement.
- Une révision des modalités d'utilisation de la Taxe sur les nuisances sonores aériennes (TSNA) dont l'objet est l'insonorisation des logements les plus exposés, et cela entre autres, à travers l'augmentation à 100 % du taux d'indemnisation permettant l'inclusion des ménages les plus fragiles ainsi que l'élargissement des conditions d'éligibilité à ces aides.
- La réalisation d'études d'impact par approche équilibrée (EIAE) conformément aux principes qui orientent cette démarche, à savoir l'identification des leviers de réduction issus des trois premiers piliers encore non exploités ou perfectibles, et leur pleine activation avant le recours éventuel aux restrictions d'exploitation.
- L'exécution de ces études dans un esprit de conciliation entre toutes les parties prenantes à l'appui d'une méthode cohérente, fondée sur des objectifs partagés, un suivi impartial et sans orientation *a priori* quant aux mesures à privilégier.
- Mieux corrélérer le niveau de bruit mesuré avec la gêne réelle.
- L'utilisation de nouvelles valeurs limites de Lden45 et Lnight40, recommandées par l'OMS, pour la réalisation des différents documents (Carte stratégique de bruit, plan de gêne sonore, plan d'exposition au bruit).
- L'interdiction des avions les plus bruyants.

Ces démarches s'imposent, tant pour la protection de la santé des riverains que pour créer les conditions d'une transformation vertueuse, écologique et pérenne des activités aéroportuaires qui contribuent au dynamisme économique des territoires et à l'emploi.

Adopté à la majorité

(60 voix pour, 1 voix contre : Didier MIGNOT, 11 abstentions :

Jean-François BAILLON, Rachid BELOUCHAT (1), Mériem BENAMMOUR, Stéphane BLANCHET, Marwa BRAIHIM, Laurent CHANTRELLE, Abdelouaheb CHERIGUENE, Anthony MANGIN, Serge MOULINNEUF, Gérald PRUNIER, Oussouf SIBY)

